INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 8 mars 2023**

**INFOS MACRO**

* Les Bourses européennes ont clôturé en ordre dispersé après l'intervention de Jerome Powell, le président de la Réserve fédérale américaine, devant la Chambre des Représentants. Le CAC 40 a perdu 0,20% à 7 324,76 points tandis que l'Eurostoxx 50 a gagné 0,31% à 4 292,18 points. Même divergence à Wall Street avec un Dow Jones qui perd 0,42% vers 17h45 tandis que le Nasdaq gagne 0,03%.
* Jerome Powell a semblé nuancer ce jour devant le Comité des services financiers de la Chambre des représentants les propos tenus hier devant le Sénat cette fois. Après avoir indiqué mardi que la Fed pourrait accélérer la hausse des taux, il a souligné ce mercredi qu'aucune décision n'a été prise concernant l'ampleur du resserrement monétaire prévu ce mois-ci. Celui-ci dépendra des statistiques à venir. Parmi celles-ci, le rapport sur l'emploi pour février est particulièrement attendu vendredi.
* Après avoir franchi ce matin à la hausse puis à la baisse la barre des 4%, les taux américains à dix ans affichent un recul de plus de 4 points de base à 3,92% après les déclarations du président de la Fed.
* Cette baisse intervient alors même que deux chiffres publiés ces dernières heures attestent d'une économie américaine en meilleure forme que prévu: selon le rapport JOLTS du Département américain du Travail, il y a eu 10,824 millions d'ouvertures de postes en janvier aux États-Unis, au-dessus du le consensus de 10,50 millions. 242 000 postes ont par ailleurs été créés dans le secteur privé américain en février, selon l'enquête ADP pour seulement 200 000 créations attendues par les analystes.
* Déjà mal orientés, les cours du pétrole confirment leur repli après l’annonce d’un dégonflement inattendu des stocks de pétrole américains. Le cours du baril de WTI perd 1,74% à 76,23 dollars. Selon l'agence américaine d'information sur l'énergie (EIA), les stocks de pétrole brut ont reculé de 1,7 million de barils à 478,5 millions de barils alors le consensus qui prévoyait une augmentation de près de 400 000 barils. Les stocks d'essence ont, pour leur part, reculé de 1,1 millions de barils. Le consensus anticipait un repli de 1,86 million de barils.

Les stocks des produits distillés, dont le fioul domestique, ont en revanche augmenté de 0,1 million de barils alors que le marché anticipait une baisse de 1,04 million de barils.

* Même si le dollar canadien perd 0,28% à 0,6870 euro, la décision de la Banque du Canada de ne pas modifier sa politique monétaire était largement anticipée par le marché. Elle a annoncé aujourd’hui qu’elle maintient le taux cible du financement à un jour à 4,50 %. Le taux officiel d’escompte demeure à 4,75 %, et le taux de rémunération des dépôts, à 4,50%. Elle souligne que les plus récentes données concordent avec sa prévision que l’inflation se repliera pour avoisiner 3 % au milieu de l’année.

Lors de l'annonce de janvier, le Conseil de direction a indiqué qu'il s'attendait à maintenir le taux directeur au même niveau, à condition que l'évolution de l'économie soit généralement conforme aux perspectives présentées dans le rapport sur la politique monétaire. À la lumière de son analyse des données récentes, le Conseil a décidé de ne pas modifier sa politique monétaire.

* L'inflation dans la zone OCDE a légèrement diminué pour atteindre 9,2% en glissement annuel en janvier 2023, après 9,4 % en décembre 2022. Des baisses de l'inflation ont été enregistrées entre décembre 2022 et janvier 2023 dans la moitié des pays de l'OCDE, contre deux-tiers entre novembre et décembre 2022. Les taux d'inflation les plus élevés ont été enregistrés en Hongrie, en Lettonie, en Lituanie et en Turquie (au-dessus de 20 % pour tous ces pays).

Après le pic observé en juin 2022, l'inflation de l'énergie a continué de baisser dans la zone OCDE, quoique à un rythme plus lent qu'au mois précédent. Elle a atteint 16,4 % en janvier 2023, son niveau le plus bas depuis mars 2021, après 18,2% en décembre 2022.

La baisse de l'inflation de l'énergie est en partie due à un changement des politiques de fixation des prix de l'énergie au Pays-Bas (introduction d'un plafonnement des prix de l'énergie) et en Italie (baisse des prix règlementés des produits de l'énergie). En Belgique, au Danemark, en Italie et en Turquie, la décélération des prix de l'énergie en janvier 2023 s'explique en grande partie par la forte hausse de l'indice des prix à la consommation de l'énergie en janvier 2022 (effet de base).

L'inflation de l'alimentation a légèrement ralenti dans la zone OCDE pour atteindre 15,2 %, après 15,6 % en décembre 2022, tandis que l'inflation hors alimentation et énergie est restée stable.

* En 2021, le revenu salarial moyen des femmes est inférieur de 24% à celui des hommes dans le secteur privé, selon une étude de l'Insee. Cet écart reflète d'abord des différences de volume de travail annuel car les femmes sont à la fois moins souvent en emploi au cours de l'année et davantage à temps partiel. Cependant, à temps de travail identique, le salaire moyen des femmes est inférieur de 15% à celui des hommes. Depuis 1995, les inégalités de temps de travail, tout comme celles de salaire, se sont nettement réduites, respectivement de 4 et 7 points.

Les différences de salaires s'expliquent surtout par la répartition genrée des professions : les femmes n'occupent pas le même type d'emploi et ne travaillent pas dans les mêmes secteurs que les hommes et accèdent moins aux postes les plus rémunérateurs. À poste comparable, c'est-à-dire à même profession exercée pour le même employeur, l'écart de salaire en équivalent temps plein se réduit à 4 % environ.

Les écarts de revenus salariaux entre femmes et hommes salariés sont encore plus marqués entre parents : les mères ont des temps de travail mais aussi des salaires en équivalent temps plein nettement inférieurs aux pères, et les écarts croissent avec le nombre d'enfants.

**SOCIETES**

* Côté valeurs, Thales a clôturé à l'avant dernière place du CAC 40, ses objectifs n'ayant pas totalement convaincu les analystes. Euroapi a chuté de plus de 20% après avoir annoncé un creusement de ses pertes en 2022 et décalé d'un an son objectif d'une marge de Core EBITDA supérieure à 20 %.
* En revanche, les bons résultats d'Eurazeo ont été salués, de même que ceux d'Elis. En Allemagne, Continental a affiché la plus forte hausse du DAX après la présentation d'objectifs 2023 meilleurs que prévu.
* DBV Technologies est en hausse de 5,80% à 3,17 euros après avoir annoncé le screening du premier patient dans l'étude clinique de phase 3 « Vitesse » qui évaluera le patch modifié Viaskin Peanut 250 μg (DBV712) chez des enfants âgés de 4 à 7 ans allergiques à l'arachide. Viaskin Peanut 250 μg est un nouveau traitement conçu pour rééduquer le système immunitaire en introduisant des quantités de microgrammes d’allergène d’arachide dans le système immunitaire à travers la peau intacte.
* Deuxième plus forte baisse du SBF 120, Casino a fléchi de 7,99% à 8,76 euros. Le distributeur étudie la possibilité d'engager un nouveau projet de cession d’une partie de sa participation dans l'enseigne brésilienne Assaí. Le montant de cette opération, destinée à accélérer son désendettement, est estime à 600 millions d'euros. Elle pourrait, le cas échéant, être augmenté en fonction des conditions de marché. Aucune décision définitive, précise un communiqué, n’a été prise sur ce projet d’opération qui prendrait la forme d’un placement secondaire.
* Stellantis annonce avoir signé un protocole d’accord avec les autorités sud-africaines, à savoir l’agence de développement industriel IDC et le ministère sud-africain chargé de l’Industrie (le DTIC) pour construire une unité de production dans le pays. Le site de production devrait être construit dans une zone économique spéciale (SEZ) sud-africaine et sa construction devrait être achevée d’ici fin 2025.

**ANALYSE**

* Deux pas en avant, un pas en arrière. A trois reprises en février, l'indice CAC 40 a dépassé en séance son record historique, mais a échoué à s'installer durablement au-dessus des 7.376 points atteints le 5 janvier 2022. Sa valse-hésitation reflète les incertitudes des investisseurs, tiraillés entre les excellents résultats publiés par les grandes entreprises françaises et leurs perspectives rassurantes pour l'année à venir, mais aussi la crainte d'un accident économique de grande ampleur.

En dehors du risque toujours présent d'escalade de la guerre en Ukraine, les motifs d'inquiétudes des investisseurs se concentrent sur la politique monétaire, et le danger lié à une hausse trop brutale des taux d'intérêt. Ironiquement, c'est justement l'impressionnante résistance de l'économie qui pourrait pousser les banquiers centraux à sortir l'artillerie lourde.

« Les dernières données économiques sont ressorties plus solides que prévu, ce qui suggère que le niveau ultime des taux d'intérêt va probablement être plus élevé qu'anticipé auparavant », a mis en garde le patron de la Fed, Jerome Powell, lors de son audition au Sénat mardi. Autrement dit, tant que l'économie tient, les pressions inflationnistes risquent de perdurer.

Ces déclarations du banquier central ont fait bondir les prévisions des traders sur l'ampleur des prochains tours de vis de la Fed. Par ricochet, le taux américain à deux ans a dépassé 5 % pour la première fois depuis 2007. Et dans le même temps, le taux à 10 ans est resté stable, en dessous de 4 %. Cela signifie que la courbe des taux américaine s'est encore plus fortement inversée. Autrement dit, les investisseurs obligataires anticipent plus de risques pour l'économie à court terme qu'à plus longue échéance. La différence entre les deux taux dépasse désormais les 100 points de base.

La dernière fois que la courbe avait connu un tel creux, c'était en 1981. Le président de la Réserve fédérale de l'époque, Paul Volcker, menait alors une politique de hausses de taux très brutale - les « Fed funds rates » ont culminé à près de 20 % - pour faire retomber une inflation à deux chiffres. Il avait atteint son objectif, mais au prix d'une longue et profonde récession. L'inversion actuelle a réveillé, sur les marchés, ce douloureux souvenir.

La campagne de resserrement monétaire engagée par la Fed outre-Atlantique et la Banque centrale européenne sur le Vieux continent pousse de nombreux investisseurs à la prudence. S'attaquer à l'inflation en remontant les taux revient à « réaliser une chirurgie avec un couteau émoussé », a déclaré Ken Griffin, le patron du hedge fund Citadel, à Bloomberg. « Les conditions d'une récession sont en train de se mettre en place », a-t-il insisté.

Mais tous les professionnels des marchés ne souscrivent pas à cette analyse très pessimiste. Alors qu'une récession est sans cesse annoncée, et toujours repoussée depuis plus d'un an, certains veulent croire qu'elle ne viendra peut-être jamais. Les anticipations de croissance économique pour 2023 ont été révisées à la hausse depuis le début de l'année alors que le pouvoir d’achat résiste et le chômage, déjà tombé à son niveau le plus faible en plus de dix ans en France, continue de refluer.

« Les entreprises ne voient pas la récession arriver », souligne Catherine Garrigues d'AllianzGI. La hausse des taux a surtout corrigé une aberration représentée par des taux proches de zéro, avance-t-elle, soulignant que les taux d'intérêt réels restent en territoire négatif. « Les déficits budgétaires et les plans de relance mis en place après le Covid et l'invasion russe de l'Ukraine peuvent tout à fait compenser la remontée des taux », juge-t-elle.

De manière contre-intuitive, les investisseurs actions auraient peut-être tout intérêt à ce que les entreprises réduisent leurs marges pour calmer l'inflation, faute de quoi les banquiers centraux n'auront d'autre choix que de continuer à remonter les taux. C'est en substance le message délivré par l'économiste en chef de la Banque centrale européenne, Philip Lane, lors de son discours de lundi.

« Dans la mesure où les tensions sur les chaînes d'approvisionnement devraient s'apaiser au fil du temps et la demande se normaliser, les conditions extraordinaires qui ont contribué à la profitabilité [des entreprises] en 2022 ne devraient pas persister, la baisse des marges bénéficiaires se traduisant par une diminution des pressions inflationnistes », a-t-il déclaré.

**L’AGENDA DU 9 mars 2023**

**7h30 en France**

Emploi salarié au quatrième trimestre  
  
**14h30 aux Etats-Unis**

Inscriptions hebdomadaires au chômage  
  
**16h30 aux Etats-Unis**

Evolution hebdomadaire des stocks de gaz